Le 19 janvier 1902 : le célèbre Prix Goncourt est créé comme le souhaitait le testament d'Edmond de Goncourt.
Cette Académie, qui fait le bonheur périodique des grands éditeurs français, s'est fixé ecomme objectif la promotion des jeunes talents littéraires...

Actu Internet

SOPA ET PIPA, C'EST PAS DU MIDDLETON !

Le débat fait rage aux USA...

Et pour cause, une levée de boucliers a lieu depuis novembre 2011 du côté des adeptes d'un usage libre de l'Internet contre deux projets de loi qui risquent, s'ils venaient à passer en l'état, de restreindre l'accès à la Toile.

A la manœuvre, le lobbying des puissantes industries du cinéma et du disque qui entendent ferrailler contre le piratage et le téléchargement illégal de contenus protégés par la loi américaine sur les droits d'auteurs. Cible numéro 1, les « sites voyous », tels The Pirate Bay. Tout site coupable de la moindre infraction à la propriété intellectuelle, même sous la forme d'un renvoi hyperlien deviendrait ainsi la cible du législateur.

Ce dernier envisage de se doter de tout un arsenal technique, dont le blocage DSN empêchant un navigateur de référencer une page Web, qu'elle soit domiciliée aux Etats-Unis ou, comme la plupart, à l'étranger, pour répondre efficacement aux pratiques dénoncées.

Une atteinte à la liberté d'expression ?

Le *Stop Online Piracy Act* (**SOPA**), présenté à la Chambre des représentants en octobre dernier par l'élu républicain du Texas, Lamar Smith, permet par exemple au procureur d'ordonner à une entreprise de rompre tout lien avec un site ne respectant pas les droits d'auteurs.

Conscient du tollé provoqué du côté des adeptes du surf libre et des industriels du Web américain, qui y voient aussi un manque à gagner si e Bay et Pay Pal se retrouvaient dans le collimateur, ce même élu vient d'annoncer le 13 janvier le retrait de la disposition la plus discutée relative au blocage des sites aux fournisseurs d'accès. Un report du vote de la loi a ainsi été obtenu, en attendant qu'un consensus se dégage autour d'un nouveau texte qu'il compte soumettre à la Chambre des représentants courant février 2012.

L'alter ego du SOPA est le *Protect Intellectual Proprety Act* (**PIPA**) déposé auprès du Sénat américain au cours du mois de mai par le démocrate Patrick Leahy. Relativement ignoré par les représentants et le grand public, il en reprend globalement les mêmes dispositions et doit normalement être discuté et voté ce 24 janvier. Sauf si la reculade du SOPA, et les protestations officielles d'un grand nombre de sénateurs républicains relayant les craintes de leurs électeurs, n'entraînaient sa révision et l'abrogation des mesures les plus « *liberticides* ».

Barack O à la rescousse !

En tout état de cause, si ces deux projets venaient à être adoptés par le Congrès, encore faudrait-il qu'ils passent au travers du veto présidentiel. La Maison Blanche vient en effet d'indiquer dans un communiqué que « *(...) le piratage sur Internet est un grave problème qui nécessite une réponse législative sérieuse, mais nous ne soutiendrons pas une législation qui réduit la liberté d'expression, augmente les risques pour la sécurité cybernétique et sape le dynamisme et le caractère innovant de l'Internet mondial* ».

Parmi les soutiens de poids de la Maison Blanche, Microsoft qui estime que les textes ont encore besoin d'être travaillé pour apporter une réponse efficace aux questions de piratage en ligne. La *Business Software Alliance* (BSA), d'abord favorable aux deux projets, a fini par rétropédaler et campe depuis sur une position médiane demandant la révision des textes. Facebook, Twitter et Ebay ont de leur côté signé en novembre 2011 une lettre ouverte très critique dans le New York Times, tandis que Sony et Nintendo ont annoncé ne plus soutenir **SOPA**.

Google USA est allé plus loin en affichant un bandeau noir sur son logo toute la journée du 18 janvier, alors que l'encyclopédie libre participative Wikipédia a carrément mis en blackout ces pages anglaises et américaines ce même jour en signe de protestation !

A suivre, évidemment, d'autant que ce qui se passe en Amérique finit généralement par nous interpeller plus tard.

Au format PDF, cette newsletter est cliquable. Les mots en gras cachent des liens hypertextes. Passez la main Acrobat Reader sur l'un de ces mots, un W apparaît. Cliquez. Vous êtes sur Internet ;-)
Toutes les marques de commerce, marques de service, logos et autres marques qui pourraient apparaître dans cette newsletter appartiennent à leurs propriétaires respectifs.